



Communiqué de presse

Luxembourg, le 17 mars 2020

La Cour des comptes européenne se penche sur la manière dont l'UE lutte contre la désinformation

La Cour des comptes européenne a lancé un audit visant à examiner les efforts déployés par l'Union pour lutter contre la propagation d'informations dont on peut vérifier qu'elles sont fausses ou trompeuses, qui sont diffusées dans un but lucratif ou dans l'intention délibérée de tromper le public et qui sont susceptibles de causer un préjudice public. Les auditeurs s'intéresseront au plan d'action de l'UE contre la désinformation et évalueront sa pertinence, les résultats obtenus jusqu'à présent, ainsi que son cadre de responsabilité. Cet examen porte notamment sur la capacité des *task forces* sur la communication stratégique (StratCom) du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à contrer la désinformation, sur la mise en place du système d'alerte rapide, sur le code de bonnes pratiques signé par les plateformes en ligne et d'autres organismes, ainsi que sur les projets et les initiatives de l'UE visant à sensibiliser la population et à améliorer la résilience de la société.

L'essor de l'internet, des médias sociaux et des nouvelles technologies numériques a révolutionné la manière dont les citoyens s'informent et communiquent. Dans le même temps, ce phénomène a fait émerger des menaces grandissantes, telles que l'accès aux données et leur utilisation non autorisés, ainsi que l'amplification rapide de la diffusion de contenus trompeurs. Des sujets sensibles, tels que les migrations, le changement climatique et la santé, sont souvent utilisés pour diviser la société.

«Toute tentative de déstabiliser et de manipuler sciemment l'opinion publique dans l'intention de nuire peut représenter une menace grave pour l'Union elle-même», a déclaré

M. Baudilio Tomé Muguruza, le Membre de la Cour des comptes responsable de l'audit. *«Les citoyens européens doivent savoir si le plan d'action de l'UE contre la désinformation est efficace».*

La lutte contre la désinformation exige de trouver le juste équilibre entre, d'une part, la préservation de la démocratie dans l'Union et, d'autre part, la protection des droits fondamentaux à la liberté d'expression et au pluralisme des médias. Selon le SEAE, la désinformation pratiquée par la Russie représente la menace la plus grave pour l'UE, mais d'autres pays tiers se sont également engagés dans des stratégies similaires.

L'objectif de ce communiqué de presse est de présenter les principaux messages de l'AuditInfo de la Cour des comptes européenne.

ECA Press

12, rue Alcide De Gasperi - L-1615 Luxembourg

E: press@eca.europa.eu @EUAuditors eca.europa.eu

En 2015, la *task force* East StratCom a été créée afin de répondre aux campagnes de désinformation menées par la Russie. En juin 2017, le SEAE a mis en place deux autres *task forces*: la *task force* «Western Balkans», consacrée aux Balkans occidentaux, et la *task force* «South» pour les pays du Proche-Orient, d'Afrique du Nord et de la région du Golfe. En septembre 2018, le code de bonnes pratiques a été publié. Cet outil d'autorégulation volontaire repose sur un ensemble d'engagements pris par les plateformes en ligne et le secteur de la publicité pour renforcer la transparence de la publicité à caractère politique, intensifier les efforts visant à fermer les faux comptes et mettre fin aux incitations à la monétisation de la diffusion d'éléments de désinformation.

En mars 2019, la Commission et la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ont mis en place, en coopération avec les États membres, le système d'alerte rapide afin de renforcer la coopération et la coordination entre tous les acteurs concernés par la lutte contre la désinformation.

Le plan d'action de l'UE consiste également à garantir des élections européennes libres et équitables, à soutenir des vérificateurs de faits et des chercheurs indépendants dans plusieurs disciplines et à promouvoir l'éducation aux médias. Il fournit le programme autour duquel fédérer les États membres et les institutions de l'UE afin de renforcer les capacités et de lutter contre la désinformation de manière proactive. Les États membres ont demandé à ce qu'il soit régulièrement réexaminé et actualisé.

Remarques à l'intention des journalistes

La Cour des comptes européenne a publié aujourd'hui une AuditInfo sur le plan d'action de l'UE contre la désinformation. Celle-ci est disponible dans son intégralité, en anglais, sur le site eca.europa.eu.

Les AuditInfos fournissent des informations concernant une activité d'audit en cours. Elles sont conçues pour servir de source d'information à ceux qui s'intéressent à la politique ou aux programmes audités.

Le rapport d'audit sera publié en 2021. La Cour des comptes européenne a déjà [analysé](#) les défis à relever pour une politique de l'UE efficace dans le domaine de la cybersécurité.

Contact presse:

Damijan Fišer – E: damijan.fiser@eca.europa.eu T: (+352) 4398 45 510 / M: (+352) 621 552 224